

NEW S

Bulletin de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) – Association antifasciste

Franz - Mehring - Platz 1, D - 10243 Berlin,
Tel +49 30 – 29 78 41 74, Fax +49 30 – 29 78 41 79
E-Mail: bundesbuero@vvn-bda.de, Internet: www.fir.at

No. 16

Janvier 2009

Déclaration de la FIR à l'occasion du 60ème anniversaire de la "Déclaration universelle des Droits de l'Homme" des Nations Unies

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est un document politique central de l'histoire de l'après guerre. La Fédération Internationale des Résistants (FIR) – Association antifasciste rappelle le fait que le fondement politique de la création de l'ONU et de l'adoption de la déclaration universelle trouve sa source dans le combat pour la liberté des peuples et des nations contre la barbarie fasciste. Ce que réclamaient déjà en avril 1945 les rescapés du camp de concentration de Buchenwald qui souhaitaient "créer un monde nouveau de paix et de liberté".

Ces principes ont été complètement développés dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Les objectifs de la déclaration sont basés sur les idéaux de la Révolution française « Liberté, Egalité, Fraternité ». Sur les plans idéologiques et pratiques, le fascisme fut une tentative de négation de ces idéaux. L'action commune des peuples dans la lutte antifasciste permit de vaincre cette menace.

Bien sûr, nous savons pertinemment que les principes de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ne sont pas un facteur déterminant de la réalité sociopolitique actuelle. Nous n'avons cependant aucune raison de pointer le doigt dans une seule direction. Les Droits de l'Homme ne sauraient être réduits à la simple liberté d'expression, d'opinion ou d'accès à l'internet. Même dans les pays industrialisés et développés, les droits et libertés fondamentales ne sont souvent pas assurées, et en particulier le droit au travail et à l'éducation, ainsi que le droit au logement décent et à la protection face à la discrimination raciale.

La FIR et ses fédérations membres se positionnent aujourd'hui et pour le futur, pour la mise en application des idéaux de la Déclaration universelle comme un tout indissociable. Ces droits ne sont pas des acquis humains. Comme nous l'enseigne l'expérience historique, ces droits et libertés ne sont réalisables que par des luttes sociales. Les vétérans de la lutte antifasciste et les antifascistes d'aujourd'hui sont les combattants actuels d'un tel mouvement.

En ce sens, la commémoration du 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ne constitue pas une "commémoration vide de sens" mais bien une demande concrète d'agir pour un monde meilleur.

**UNRIC****Salutations à l'occasion du 60^{ème} Anniversaire de la Déclaration Générale des Droits de l'Homme**

Elle est le document le plus traduit au monde et disponible dans plus de 364 langues. Elle a inspiré les Constitutions de beaucoup d'États et de jeunes Démocraties – récemment devenus indépendants – et elle est devenue le modèle pour ce que nous savons être correct ou faux – ou devrions savoir.

Pendant toute cette année, l'ONU organise une campagne à l'occasion du 60^{ème} Anniversaire de la Déclaration Générale des Droits de l'Homme. Elle devrait rappeler aux hommes du Monde entier que la Déclaration Générale des Droits de l'Homme était le premier signal adressé au monde entier de ce que nous estimons être une évidence aujourd'hui : la dignité et l'égalité, dès leur naissance, de tous les Hommes.

La Déclaration Générale des Droits de l'Homme a été décidée le 10 décembre 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies, en réaction aux exactions terribles de la deuxième guerre mondiale. Elle est le document des Droits de l'Homme la plus connue et constitue en même temps la pierre angulaire pour la protection internationale des Droits de l'Homme. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les Droits de l'Homme et leur protection étaient presque exclusivement une affaire spécifique pour chaque État. Mais dans les années d'avant 1945, des politiciens avaient déjà commencé à prendre des mesures pour garantir la paix dans le monde entier et à long terme après la guerre.

Pour la première fois dans l'Histoire, un catalogue des droits pour tous les Hommes – sans considération de sexe, d'origine sociale, de conviction politique ou de tradition culturelle – a été conçu. Le destin de chaque individu par rapport à la puissance publique devrait devenir une affaire de la communauté internationale. C'est ainsi que en 1943, déjà, la Première Dame des États-Unis de l'époque, Me. Eleanor Roosevelt, a soutenu la naissance des Nations Unies. A la fin des années quarante, peu après les troubles de la deuxième guerre mondiale, Eleanor Roosevelt a soutenu la naissance des Droits de l'Homme en disant « *les droits de l'Homme commencent aux plus petits endroits, près du foyer de chacun. Si proches et si petits que ces lieux ne peuvent pas être trouvés sur la carte du Monde. Aussi longtemps que ces droits ne seront pas en vigueur en ces lieux, ils ne seront pas non plus importants ailleurs.* » Chaque individu est responsable, dans son environnement personnel, pour la protection des droits de l'Homme.

Car depuis ce temps nous savons précisément à quel point la responsabilité de tout un chacun est importante. Nul ne peut, aujourd'hui encore, fermer les yeux sur les violations des droits de l'Homme. C'est précisément aussi l'attitude et le travail de la Fédération Internationale des Combattants de la Résistance qui sont si significatifs dans ce domaine.

La Déclaration Générale des Droits de l'Homme, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies et liant tous les pays du Monde entier, doit préserver les générations futures de la menace et de la destruction par des guerres. Elle ne comprend toutefois que des recommandations et ne peut être qu'une explication dans sa structure de base. Elle n'est pas un contrat.

Aujourd'hui, la Déclaration Générale est tout aussi significative qu'au jour de son adoption. Les libertés fondamentales qu'elle fixe, ne sont toutefois pas toujours devenues la réalité pour chacun. Il manque trop souvent à des gouvernements la volonté politique de transposer, dans la réalité, les normes internationales qu'ils ont volontairement acceptées. Cette année d'anniversaire offre de garantir une chance pour que les droits de l'Homme soient une réalité vivante – qu'ils soient connus, compris de façon qu'ils deviennent partout un compagnon pour chacun. La paix, la compréhension et la liberté constituent la base pour le respect des droits de l'Homme. Pour cela nous sommes tous responsables et c'est pourquoi nous devons tous chercher des améliorations.

Je vous souhaite à tous beaucoup de succès dans votre importante mission.

Arne Molfenter
Information Officer for Germany
United Nations Regional Information Centre
Brüssel/Bonn

Une commémoration commune des «victimes des crimes staliniens et des crimes fascistes » est-elle possible ?

Interview avec le Dr. Ulrich Schneider, Historien and Secrétaire général de la FIR

Antifa:

Au Parlement européen, à l'initiative du Parti Populaire Européen, au sein duquel la CDU joue un rôle central, sont collectées des signatures en faveur d'une résolution qui considérerait la date du 23 août comme journée Mémoire « pour les victimes de crimes nazis et staliniens » Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Ulrich Schneider:

Cette résolution est une attaque idéologique contre les fondements historiques des développements de l'Europe de l'après-guerre.

En tout premier lieu, cette résolution est une thèse totalitaire de pure forme. Cette conception de la Guerre froide vise une égalité sans fondement historique entre le stalinisme et le fascisme. Il y a quelques années, un « *livre noir du communisme* » tenta de démontrer que les expériences socialistes des pays de l'Europe de l'est étaient, d'un point de vue criminel, qualitativement égales au fascisme allemand. Ce qui en conséquence, n'impliquait pas uniquement une adéquation entre la « doctrine » fasciste et les « doctrines » communistes, mais un renversement des priorités politiques ainsi que la banalisation et la relativisation de la politique de destruction fasciste.

Les initiateurs de cette requête ne nient aucunement ce fait. Il est vrai, comme ils le disent, qu'ils souhaitent focaliser la réflexion sur l'impact et la signification de l'ère soviétique et de l'occupation « dans les pays post-communistes ».

Ce projet de résolution est néanmoins particulièrement perfide au travers du choix de la date de cette journée mémoire. Que signifie en effet le 23 août ? Il s'agit de la date de la signature du pacte de non agression germano-soviétique, conclu en 1939 entre le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne fasciste Ribbentrop et le Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique Molotow. Chaque personne qui connaît l'Histoire sait qu'avant que l'Union soviétique n'ait signé le traité, elle avait pris les contacts avec les alliés occidentaux dans le but de forger avec ceux-ci une alliance contre la politique belliqueuse fasciste. Comme ses efforts restaient sans succès, l'URSS a signé le traité de non agression pour gagner du temps et anticiper ainsi une possible attaque militaire de la part du fascisme allemand.

Antifa:

Mais, le traité de non agression est-il aussi facile à décrire ?

Ulrich Schneider:

Bien sûr, vous pouvez toujours critiquer le fait que des clauses supplémentaires du traité prévoyaient de restituer tous les réfugiés allemands antifascistes à l'Allemagne nazie. Aussi, on peut également argumenter d'un point de vue actuel, que l'Union soviétique n'a pas profité du temps ainsi gagné pour effectivement renforcer sa défense. Ceci devrait cependant être critiqué d'un point de vue antifasciste.

Mais tout ceci dans son ensemble ne saurait être considéré comme une justification pour déclarer l'anniversaire de la signature du traité comme « journée Mémoire du totalitarisme ». Ceci pourrait par contre bien signifier que pour ce qui est de la Seconde Guerre mondiale et les victimes de la politique de destruction fasciste, l'Allemagne et l'URSS ont une responsabilité égale.

Une telle prise de position revient à tenter de nier les fondements du développement d'après guerre d'une Europe centrale et l'action commune des peuples et des Etats dans une coalition antihitlérienne visant à libérer leur pays de la domination fasciste.

A côté du renforcement des attitudes anti-communistes, ceci me semble être l'objectif central de cette provocation – c'est bien là le seul vocable pour décrire une telle requête.

Antifa:

Pourquoi retrouve-t-on directement cette requête au parlement européen ?

Ulrich Schneider:

Ces dernières années, le Parlement européen a toujours été conscient des positions antifascistes :

Je me rappelle de la décision du Parlement européen de déclarer le 27 janvier, journée anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz par l'Armée soviétique, comme journée européenne du souvenir pour toutes les victimes de la persécution fasciste.

Je me souviens aussi de la décision du Parlement en 1993 en faveur de la préservation des lieux historiques pour les poursuites contre la politique de destruction fasciste. Fut spécialement rejetée dans cette décision, toute

connexion avec la commémoration de la mémoire d'autres formes d'injustice politique.

Et je souhaite explicitement reconnaître que le verdict de la Cour européenne de Justice, dans le cas du partisan lituanien Vasily Kono-nov, réfère à son combat pour la libération de son pays du fascisme.

C'est pourquoi, les meneurs de cette résolution considèrent d'une importance politique cruciale qu'ils réussissent à détruire le consensus anti-fasciste européen au Parlement européen.

Antifa:

Que peuvent faire les organisations antifascistes ?

Ulrich Schneider:

En tant que Secrétaire général de la Fédération Internationale des Résistants (FIR), Association

antifasciste, Je suis très heureux que plusieurs associations membres, en ce inclus celles de Grèce, publient déjà des déclarations claires contre cette provocation. J'espère et attends que beaucoup d'autres organisations demanderont au travers de leurs notes et de leurs déclarations formulées par leurs membres du Parlement respectifs, contribueront à l'abandon définitif de cette résolution. La thèse totalitaire est un pur produit de la Guerre froide et ne saurait constituer la base d'une Europe future. T

Antifa:

Nous vous remercions pour cette interview.

(extrait de Antifa, journal du VVN-BdA, Novembre/ Décembre 2008)

„Nous avons besoin d'une structure forte pour notre organisation“

Réunion du Comité exécutif de la FIR à Berlin

A la mi-novembre 2008, une réunion du Comité exécutif de la FIR s'est tenue à Berlin. Celle-ci avait été fixée à une date régulière en rapport avec la conférence annuelle projetée.

Comme vous le savez, la Conférence avait dû être annulée pour des raisons organisationnelles et les membres des organisations avaient été informés des détails. La préparation des sujets et des préalables fut très bonne, mais le nombre d'annulations dépassa de loin le nombre de demandes. Les raisons pour ces annulations ont essentiellement été d'ordre financier. Il apparaît en effet indéniable que nos associations membres d'Europe centrale et de l'est disposent de capacités financières très limitées. Pour cette raison, nous devons trouver des moyens efficaces de maintenir les contacts et les réunions en acceptant le principe que les conditions doivent être plus équitables.

Une seconde question abordée fut le travail et la structure interne du Comité exécutif lui-même. Avant toutes choses, il est important de disposer d'un petit groupe de travail effectif pour la gestion directe de la FIR. Se pose néanmoins le problème qu'en cas de maladie ou autres formes de préventions d'un membre, aucune représentation effective n'est assurée. Ceci n'affecte pas uniquement le travail mais également les moyens d'information directe aux associations membres. Cela touche particulièrement l'élection de représentants russes dans le travail du Comité exécutif. Ce dernier a lancé des propositions concrètes pour voir comment l'intégration de l'Association des Vétérans de Guerre

russe peut être garantie dans le futur. Sur base de cette situation, et de la discussion qui a suivi, le Comité exécutif, sur proposition des camarades hongrois, en est venu à la conclusion qu'un nouveau congrès de la FIR sera nécessaire pour aborder cette problématique et prendre les décisions appropriées. Dès que les détails seront fixés, les associations membres en seront informées.

Ces questions d'organisations ont été discutées en dépit des questions de fond et du succès engrangé par le travail politique au cours de ces derniers mois. Le Président Michel Vanderborght a porté une attention particulière aux salutations des Nations unies à l'égard des membres de la FIR (reproduites dans ce bulletin) à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. L'implication de la FIR dans la manifestation de masse internationale à Cologne (voir reportage) et la participation à la Conférence historique de l'URAP à Setubal (Portugal) en sont autant d'exemples. Pour la première fois, Michel Vanderborght fut invité officiellement par le Gouvernement belge à la cérémonie commémorative du camp de Breendonk.

Pour les semaines qui suivent, sont également planifiées d'autres invitations à des conférences et des réunions. Nous en arrivons, pour cette raison, aux limites de nos capacités humaines et organisationnelles.

Le dimanche, les membres du Comité exécutif ont participé à deux événements de commémoration à Berlin. Le matin, à l'invitation de l'orga-

nisation "Combattants et Amis de la République espagnole", se déroula une cérémonie de commémoration au Monument des Combattants de la Guerre d'Espagne. On rappela au cours d'une cérémonie digne et impressionnante, le dernier appel aux Brigades internationales en Espagne, il y a 70 ans. Michel Vanderborght, en tant qu'ancien Partisan et Président de la FIR, y tint également un discours. Par la suite, les membres du Comité exécutif prirent part, au Ci-

metière des Socialistes à Friedrichshain, à une cérémonie de commémoration en l'honneur de Georg Spielmann qui aurait fêté son 100ème anniversaire en 2008. Georg Spielmann travailla de longues années comme représentant du Comité des Résistants antifascistes de la RDA en tant que secrétaire pour la FIR à Vienne.

U. Schneider

Les Antifascistes ont besoin de partenaires au Parlement européen **Mots de salutations aux délégués du congrès de la Gauche européenne**

Les 29 et 30 novembre 2008, la Gauche européenne tint un Congrès électoral à Berlin. La FIR, en tant qu'organisation non gouvernementale y fut conviée au titre d'invité. A cette occasion, le Secrétaire général de la FIR y présenta les mots de salutation (voir ci-après) aux délégués et aux invités. Le dimanche, le Congrès tint une cérémonie commémorative au Mémorial du camp de concentration de Sachsenhausen; A la page suivante, nous documentons le discours de Hans Coppi, Président du VVN-BdA de Berlin.

« La Fédération internationale des Résistants (FIR) Association antifasciste est la plus grande organisation -coupole des fédérations d'anciens résistants, de partisans, de membres de la coalition antihitlérienne, de déportés, de victimes du fascisme ainsi que des antifascistes des générations actuelles. Elle a des fédérations membres dans quasi tous les pays d'Europe et Israël. Depuis de nombreuses années, nous avons de bons contacts au niveau du travail politique avec le Parlement européen et les groupes parlementaires de la gauche. Je parle de contacts de travail puisque nous souhaitons toujours mettre en oeuvre des étapes politiques concrètes;

Je souhaite juste donner deux exemples; A l'été 2006, ensemble avec les groupes du GUE / NGL, la FIR a organisé au Parlement européen une impressionnante conférence internationale intitulée "Antifascisme en Europe" ayant rassemblé de nombreux participants de pays européens, d'Israël et des Etats-Unis; Des membres du Groupe GUE / NGL ont apporté leur soutien par la mise à disposition de fonds au rassemblement international en avril 2008 de plus de 1000 jeunes en provenance de toute l'Europe au Mémorial du camp de concentration de Buchenwald. Pour cette raison, nous remercions les parlementaires de la Gauche européenne.

La FIR recherche des contacts similaires avec d'autres groupes parlementaires européens, comme par exemple le PSE, puisqu'à nos yeux, l'Europe et le Parlement européen sont d'une grande importance politique.

Nous croyons et avons déclaré dans plusieurs de nos résolutions :

Les corps politiques européens peuvent jouer un important rôle dans la lutte contre le néofascisme, la xénophobie, le racisme, et l'antisémitisme, l'extrême-droite et le populisme de droite. Nous savons que nous sommes soutenus dans ce combat par des membres de différents groupes politiques et partis.

Malheureusement, nous sommes en même temps témoins du fait que le Parlement européen est noyauté par des forces politiques de partis de droite, visant à établir le révisionnisme et le totalitarisme comme fil conducteur idéologique. Je mentionnerai uniquement dans ce contexte, la requête scandaleuse visant à déclarer le 23 août comme "journée du souvenir des victimes des dictatures fascistes et stalinienne". Il est certainement inutile de vous expliquer qu'une telle équation constitue une distorsion de la réalité historique ainsi qu'une tentative de relativisation grossière des crimes fascistes contre l'humanité.

Opposés à de telles tentatives d'une réorientation de l'Europe, nous avons besoin d'une organisation trans-parlementaire regroupant des alliés avec lesquels nous pouvons mettre en oeuvre les contenus antifascistes.

Nous avons besoin d'alliés,

- afin de préserver la Mémoire historique et les sites mémoriaux antifascistes en Europe et

- afin d'assurer les droits sociaux et politiques des vétérans de la lutte antifasciste.
- Nous comptons sur vous, membres et représentants de la Gauche européenne.

Travaillons ensemble – dans la tradition du combat des peuples pour la libération de l'Europe contre le fascisme, avec les forces antifascistes d'aujourd'hui, pour une Europe démocratique, sociale, pacifique et antifasciste. »

Discours de Hans Coppi à la Commémoration du Congrès de la gauche européenne au Mémorial de Sachsenhausen

« Déjà au cours des années 1933-1934, existait au centre d'Oranienburg, le premier camp de concentration. Des centaines de communistes, socialistes, syndicalistes et autres antifascistes furent internés dans l'ancienne brasserie. Aussi, mon père y fut enfermé quelques semaines. Il fut ensuite condamné à 1 an de prison. Ce communiste de 17 ans avait répandu des tracts et réalisés d'autres actions contre le régime nazi. Après sa libération, il reprit contact avec ses amis et camarades et participa à partir dès 1940 aux activités de Résistance de l'Orchestre rouge. Mes parents furent condamnés à mort en même temps que beaucoup de leurs amis par la Haute Cour militaire en 1942.

“La mort est un maître issu d'Allemagne” - comme le dit le poème de Paul Celan. Il y a 10 ans, j'ai entamé au mémorial de Sachsenhausen la création d'une base de données personnelle des prisonniers du camp, fondée sur des documents existants. Il en résulte à présent un ouvrage contenant les noms de plus de 20,000 prisonniers morts et assassinés de Sachsenhausen. Des milliers de noms n'ont pas pu être documentés. Les SS avaient commencé en avril 1944 à détruire les preuves de leurs crimes. Nous connaissons seulement quelques noms des plus de 10.000 prisonniers de guerre soviétiques qui ont été exécutés à l'automne 1941. Ils furent assassinés à quelque pas d'ici. A cet endroit, les flammes de quatre crématoires provisoires ont brûlé pendant des semaines. L'odeur de viande carbonisée était omniprésente dans le camp et dans la localité d'Oranienburg. Les crimes de masse d'Oranienburg figurent à l'unicité des crimes nazis.

La politique d'Etat de la République fédérale allemande est déterminée par la doctrine du

totalitarisme. Le Comité international des survivants des camps de Buchenwald et Sachsenhausen, le Conseil central des Juifs, Sintis et Roms, la Gauche et le VVN ont formulé des critiques à l'égard d'une politique mémorielle qui mette à égalité le temps avant et après 1945. Notre protestation a eu pour résultat que la nouvelle conception mémorielle du Gouvernement fédéral distingue plus clairement l'unicité des crimes fascistes et la situation en RFA et RDA. Nous formulons le vœux qu'en République fédérale et en Europe soient rappelés et commémorés les crimes singuliers contre l'humanité du fascisme et que l'engagement critique pour les causes sociales reste une priorité claire.

Les Mémoriaux sis dans les anciens camps de concentration ne peuvent être des lieux de l'identité nationale allemande. Depuis 1939 et plus particulièrement à partir de 1942/1943, la plupart des prisonniers provenaient des territoires occupés. Ils restent dès lors des lieux européens de Mémoire et de commémoration des crimes du régime nazi. On devrait autant en parler à Strasbourg qu'à Bruxelles en écho à celui d'une véritable identité européenne. Celle-ci inclut l'expérience d'une résistance à l'échelle européenne contre la barbarie nazie autant que la persécution et le meurtre de millions de personnes par le fascisme allemand.

“L'éradication du nazisme et la construction d'un monde nouveau de paix et de liberté sont notre but” dit le serment des prisonniers libérés du camp de concentration de Buchenwald émanant de 16 pays, ce 19 avril 1945. Ce legs laissé par les anciens prisonniers devrait être notre engagement au 21ème siècle pour arguer du fait que l'Europe doit toujours combattre le racisme, l'antisémitisme, le nazisme, et le populisme de droite. »

L'Award de la citoyenneté des Sintis et Roms attribué au Professeur. Dr. Wladyslaw Bartoszewski

Le 18 décembre, à l'Office des étrangers à Berlin, la cérémonie de remise des prix du Prix européen des droits civils des Sintis et Roms, a été attribuée au Prof. Dr. Wladyslaw Bartoszewski. La FIR était représentée par le membre de la présidence honoraire, Lore Krüger, le Secrétaire général le Dr. Ulrich Schneider et le trésorier Heinz Siefert. Dans les coulisses de l'organisation, le Dr Schneider congratula les heureux gagnants.

L'événement est intégralement couvert sur le site Internet de l'organisation (www.sintiundroma.de). Ci-après, seuls quelques extraits de contributions individuelles sont retranscrits.

Le Professor Bartoszewski dans son discours de remerciements, formula l'espoir suivant: "Il est d'une grande évidence que l'Europe est suffisamment mûre pour débattre de ses propres abus de négligence à l'encontre des Roms. J'espère et je vous souhaite que les temps sont irréversibles, au cours desquels les Sintis et Roms étaient vus comme citoyens de seconde zone ou considérés par la société comme un problème social. Et ceci n'est pas seulement dans l'intérêt des Roms mais dans celui de tous les peuples. "

Romani Rose, Président du Conseil central des Sintis et Roms allemands fit remarquer au sujet de la présente discrimination à l'encontre des Roms que:

"L'agence européenne des Droits fondamentaux – en tant qu'Institution la plus importante pour le contrôle des droits humains en Europe- a démontré sans équivoque en 2008 que les Sintis et Roms étaient victimes, comme ne le sont aucun autre groupe en Europe, d'une discrimination massive dans tous les aspects de la vie. Ceci s'applique aux Roms – minorité d'Europe orientale, mais également aux états membres de l'ouest de l'Europe. ... C'est avec horreur que nous sommes témoins des événements récents dans beaucoup de pays de l'Union européenne, où la violence droite est perpétrée au moyen d'attaques brutales sur les maisons des Sintis et Roms et où les femmes et les enfants sont maltraités et assassinés; La qualité de vie des Sintis et Roms est souvent entachée d'une discrimination massive et marquée par l'exclusion en matière d'éducation. En conséquence, ils sont privés d'opportunités à long terme dans leur avenir professionnel. Ils sont souvent contraints à des conditions de vie désastreuses, sans fourniture décente d'eau, d'électricité, et d'autres besoins de base.

Spécialement dans les Etats ayant récemment accédé à l'Union européenne, la mortalité infantile et le chômage au sein de la minorité Rom, ont atteint des proportions inimaginables. Cette situation est désastreuse et contraire à notre revendication en faveur de la dignité humaine et des droits humains au sein de l'Europe.

Les Sintis et Roms partagent avec les Juifs, l'histoire épouvantable de l'Holocauste dans l'Europe nationale-socialiste occupée. La Communauté européenne a tout à fait raison de réagir de façon sensible à toutes les formes d'antisémitisme et d'avoir agi très tôt contre de telles tendances. Nous formulons l'espoir que l'Union européenne s'opposera à présent avec la même détermination contre le racisme dont sont victimes les Sintis et Roms" ...

László Kovács répondit en tant que membre de la Commission européenne et aborda les possibilités de la politique et de la société civile :

"Le 16 décembre 2008, se tint à Bruxelles, le premier sommet consacré aux Roms. Celui-ci offrit l'opportunité non négligeable d'accorder une priorité plus importante à la problématique des Sintis et Roms sur l'agenda politique. Le succès de ce sommet peut être mesuré au nombre des participants et des intervenants: ainsi quelque 500 personnes vinrent des institutions européennes, des Etats membres et de la société civile.

A la suite du Sommet, le Président de la Commission européenne proposa la création d'une plateforme européenne pour l'intégration des Sintis et Roms. Ce forum pourrait servir de base lorsque l'on en viendra aux actes pour les résultats de notre analyse des instruments et des politiques. »

Commémoration de la *Nuit de Cristal* au travers de 41 pays de toute l'Europe 9 Novembre 2008 - 70 années après le pogrom de la *Nuit de Cristal*

L'Antisémitisme tente de réintégrer la rue en Europe.

Le nombre des victimes d'attaques fascistes a augmenté dramatiquement ces dernières années et les ONG européennes font part de leur souci concernant cette évolution à l'échelle de tout le continent.

Des vitres brisées, des graffitis antisémites, des attaques radicales sur des synagogues et des crimes haineux sous forme de violence urbaine, sont les faces les plus visibles du fascisme et de l'antisémitisme dans nos rues. Aussi, les souillures des cimetières juifs et autres lieux du souvenir de l'Holocauste sont des indicateurs journaliers de l'antisémitisme actuel. Un exemple récent du vandalisme antisémite nous fut donné lors des élections générales en Autriche il y a un mois, au cours desquelles 90 tombes ont été saccagées dans un cimetière juif – les coupables courent toujours...

Pas seulement en Autriche, mais aussi dans de nombreux autres Etats européens, il y a un énorme manque d'information et d'éducation concernant ce sujet sensible. Les gouvernements locaux ne délivrent même pas de rapports rudimentaires à propos de ces délits antisémites manifestes. Cette ignorance contraint des milliers de victimes

potentielles à vivre dans une peur constante, leur vie durant !

Ensemble nous sommes forts.

La grande campagne du 9 novembre "La journée internationale contre le fascisme et l'antisémitisme" vise à contrecarrer l'évolution fâcheuse relative à l'antisémitisme, au fascisme et au racisme au travers tout le continent.

Ainsi, des organisations non gouvernementales réparties dans les 41 Etats européens seront actives autour de la date du 9 novembre afin de commémorer le pogrom de la Nuit de Cristal en 1938. Ce pogrom est souvent considéré comme le début symbolique de la Shoah.

Des centaines d'activités, coordonnées par le Secrétariat UNITED, prendront place au travers de toute l'Europe au cours de cette semaine annuelle d'action. De manière diverse, les ONG porteront attention aux facettes contemporaines du fascisme, de l'antisémitisme, du racisme et de la discrimination. Ils prépareront par exemple, des processions au flambeau, des lectures, des expositions, des manifestations, ainsi que différentes actions de prise de conscience. I

Communiqué de presse de UNITED, Amsterdam.

L'Albanie commémore encore les 28 et 29 novembre

Aussi cette année, l'association "Combattant nationaux de la libération antifasciste" (LANC) a apporté son soutien aux commémorations des 28 et 29 novembre. Parce que au cours des dernières années, le gouvernement conservateur albanais souhaitait réduire la commémoration au jour de la fête nationale le 28 novembre, l'association LANC organisa indépendamment avec le Parti socialiste et le Mouvement pour l'intégration sociale, les événements commémoratifs du 29 novembre, journée anniversaire de la libération de l'Albanie de l'occupation fasciste.

Le journal de l'association "Kushtrim Brezash" souligna l'importance des deux anniversaires pour le travail de Mémoire antifasciste en Albanie.

Déjà, il y a quelques temps, le Secrétariat politique du LANC Adnan Qatipi disait:

"Personne ne peut effacer le souvenir du combat héroïque de notre peuple contre le fascisme dans les livres d'histoire et dans notre mémoire. Il n'en aura jamais le droit. "

Coup de coeur en Espagne Barcelone commémore les Brigades internationales

Comment pourrions-nous oublier ce pays ? Une des dernières chansons qu'ils ont chantées sur le sol espagnol. La chanson d'adieu

en octobre 1938. Sur la Gran Via à Barcelone y défilaient les combattants internationaux pour leur dernière parade. La grande

avenue de la capitale catalane voyait pour la dernière fois les volontaires des brigades internationales, alignés en 12 rangs, ordonnés en brigades et bataillons, avec leurs drapeaux, leurs commandants et leurs commissaires en tête. Acclamés par des milliers d'Espagnols, les colonnes se mirent en marche tandis que plein de soldats élevaient leur poing pour le dernier salut. "Por vuestra y nuestra libertad!" - "Pour votre et notre liberté !", se trouvait écrit en lettre d'or sur leurs bannières. Le 28 octobre 1938 fut pour de nombreux brigadistes une journée comme aucune auparavant. Jamais, la joie et la tristesse n'avaient été si proches l'une de l'autre. Beaucoup d'entre eux entre-voyaient un avenir incertain.

En octobre 2008, 70 années après cet événement historique, cela se reproduit dans le métropole catalane. Le dernier combattant d'Espagne reçoit. Il fait particulièrement chaud en cette journée d'octobre. Et le soleil n'est pas seul pour saluer les hautes personnalités étrangères, accompagnées d'importantes délégations de familles et d'amis de leur pays, mais à nouveau, la gratitude, la bonté, le tempérament et la joie exubérante des Espagnols, veille pour un sentiment de chaleur et d'hospitalité dans un esprit de bienvenue. Et la joie est évidente, même parmi ceux qui ne se sont pas vus depuis un bon bout de temps, Les amis des Brigades internationales de tous les pays, les derniers depuis le dernier meeting en 2006, créent un lien invisible de fraternité au delà des frontières des pays et des océans.

Quelques jours laissés seulement pour le rassemblement, pour s'échanger les souvenirs et les connaissances, afin de renforcer le cercle des actifs, et d'étendre et de renforcer la cohésion. On a planifié des diners communs, comme à Sitges, une magnifique ville de la Méditerranée, dont la vieille ville semble éclore de la mer. Les montagnes et ses maisons en style mauresque attestent une longue histoire. Le Général Viktor Lavski, un des pilotes de l'Armée rouge, au service de l'Armée républicaine, plongea à plusieurs reprises, mettant le peu de temps à profit dans le programme, pour nager dans la mer.

A l'ouverture de l'exposition concernant la Brigade Lincoln, dans le grand hall de la ville, des journalistes et des équipes de films poursuivent les rares invités et entament la conversation avec ceux-ci. Patiemment, les témoignages répondent aux questions. C'est peut-être là la dernière occasion de partager le témoignage de leur combat pour un monde meilleur. Pour beaucoup parmi eux, cela ne commença pas seulement en Espagne, mais celle-ci constituait le point d'orgue et cela n'est toujours pas fini. Mais ces journées d'octobre pour certains de ces « Voluntarios de la libertad » étaient leur dernière chance de revoir ce pays aimé, son peuple et ses amis provenant du monde entier. Un adieu après 70 années. Mais leur combat ne sera jamais oublié et nous, les générations futures, ne l'abandonneront pas. Salud!

Enrico Hilbert (extrait de : Antifa, journal du VVN-BdA, Novembre/ Décembre 2008)

Espagne: Préserver la Mémoire des personnes persécutées sous l'ère de franco

Nous avons reçu le message faisant référence au 114,266 arrestations illégales et disparitions de personnes sous l'ère de Franco, des femmes et des hommes, qui pendant de nombreuses années, ont été portés à la limite du discours officiel de la Démocratie et nous remercions à présent les organisations qui s'activent à sauver la Mémoire historique (Asociaciones para la Recuperación de la Memoria Histórica), les chercheurs et les familles qui seront réhabilités.

Leurs vies tourmentées et leurs sacrifices pour la liberté et la démocratie doivent être acceptés, tout comme les nombreuses personnes victimes de représailles au cours de cette période parmi tous ceux qui furent reconnus pour avoir, au cours de cette période, fait partie des démocrates et des victimes espagnoles inoubliables au cours de ce 20ème siècle. Nous leur devons la reconnaissance pour leurs efforts et leur espoir en faveur d'un monde meilleur dans ces années terribles de l'histoire européenne.

Ceci pour intervenir dans un processus en cours qui mérite tout notre respect: nous voyons dans le travail louable du juge -président de la Cour d'investigation Baltasar Garzón (Section 5 de la Audiencia Nacional, le tribunal d'exception chargé d'investiguer l'époque de Franco, instauré suite à la Loi sur la Mémoire historique (Ley de Memoria)), une raison d'en faire un moment solennel puisqu'il s'agit là d'un préalable pour la restauration en cours de notre démocratie. C'est la raison pour laquelle nous déplorons les attaques disproportionnées à l'encontre de son travail de la part de certains cercles, laquelle devrait être un signal d'alarme pour notre société

et un signe de vulnérabilité parmi ceux qui sont concernés. T

Ceux qui, par le sacrifice en pleine dignité de leur vie pour la démocratie appartiennent à l'un des chapitres les plus nobles de la Mémoire du 20ème siècle. Pour cette raison, nous ne souhaitons pas rester inactifs, du moins pas avant que l'horreur d'un tel crime contre l'humanité, commis par un régime violent, n'ait été portée, même avant nos activités, devant la Cour compétente.

Hongrie: Actifs contre l'extrême droite et la violence d'extrême droite

A l'occasion de la journée mondiale contre la violence (début octobre 2008), une manifestation intitulée "La Hongrie tout en couleurs" (Magyar Tarka) fut organisée à Budapest, à l'initiative de plusieurs organisations de la société civile, explicitement en dehors de la participation de tout parti politique. Plusieurs milliers de personnes ont participé à cette manifestation.

Cet événement annuel contre la violence et la guerre était organisé sans partis politiques, cette année – en raison des événements de ces récents mois- et bénéficiant d'une couverture médiatique

beaucoup plus large que d'habitude. Les violentes émeutes de la part de groupuscules d'extrême droite qui avaient éclaté durant la Gay Pride Parade de juillet dernier, ont trouvé écho des deux côtés: celui de la société civile, comme celui des partis politiques. La manifestation "La Hongrie tout en couleurs" prouve que la société civile s'affirme pour déterminer son champ d'action ainsi que les règles pour manifester en rue. Ceci l'aide à étendre sa participation aux projets de société.



MEASZ et le Vice-Président de la FIR Vilmos Hanti en première ligne de "La Hongrie tout en couleurs" (Tarka Magyar)

Chypres: Cérémonie de la journée du souvenir: décembre 2008

Pour la dixième année consécutive, les l'Association des Vétérans chypriotes de la Seconde Guerre mondiale, une organisation membre de la FIR, ont pris l'initiative pour organiser la journée du 11 novembre 2008 afin d'honorer les morts des 1ère et 2ème Guerres mondiales. L'événement a eu lieu au Mémorial chypriote de la guerre à Nicosie, qui avait été construit en l'honneur des volontaires qui ont été tués au cours de la Seconde Guerre mondiale.

A l'issue d'une minute de silence et après la prière de l'église chypriote, le Président de l'Association des Vétérans prit la parole, suivi du porte-parole du Gouvernement, le-

quel représentait le Président de la République de Chypres.

S'en suivit un impressionnant dépôt de fleurs par des représentants de l'Etat, des partis politiques et des syndicats, des ambassadeurs de tous les pays alliés, de l'Université et des Vétérans chypriotes turcs.

En addition à cette cérémonie, on expliqua ce jour au sein des écoles l'esprit de la commémoration de cette journée nationale.
|

France Concours national de la Résistance et de la Déportation 2009

La FNDIRP (Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants Patriotes) organisa cette année le Concours national de la Résistance sur le thème "Les enfants et les jeunes gens dans le système concentrationnaire"
En particulier, les étudiants ont été chargés de réaliser des interviews de témoins de l'époque et d'analyser des documents et des récits de la déportation.

De la sorte, ils ont pu être familiarisés avec la connaissance de la persécution fasciste dans les camps de concentration et d'extermination. Ils pourront ainsi reconnaître que la solidarité avec les victimes les plus faibles de la barbarie n'aurait pas été possible, et ce grâce à l'action de la résistance organisée. A la fin du mois de mars, les inscriptions au concours seront clôturées.

Grèce/ Italie: Compensation en faveur des victimes de Distomo Une autre affaire remportée contre la République fédérale d'Allemagne

Dans le différend autour de la compensation en faveur des victimes du nazisme en Italie, un procès fut intenté contre la République fédérale d'Allemagne. La Haute Cour de Florence confirma que les victimes du massacre SS du village grec de Distomo pouvaient prétendre émettre des prétentions sur des actifs allemands en Italie.

Des soldats SS avaient massacré en 1944 plus de 200 personnes à Distomo. Les parties civiles ont obtenues en Grèce, un arrêt contre l'Allemagne, laquelle est contrainte de leur verser des dommages. Le Gouvernement grec s'est cependant abstenu de

son exécution. Depuis lors, les familles tentent d'obtenir un jugement en Italie où la Loi est favorable à l'encontre des crimes nazis.

La Cour suprême a siégé à Rome et où L'Allemagne souhaite l'Allemagne ne put invoquer l'immunité souveraine dans les crimes contre l'humanité. L'Allemagne souhaite faire appel et porter l'affaire à la Cour de Justice internationale de La Haye.

(Süddeutsche Zeitung, 27. 11. 08)

Allemagne: Des jeunes gens visitent le camp de concentration de Bergen - Belsen

Le groupe des jeunes du VVN-BdA Fribourg (Saxe), qui avec une large délégation avait participé au rassemblement des jeunes à Buchenwald en avril 2008, a également visité le Mémorial du camp de concentration de Bergen-Belsen en automne 2008 et y a déposé une gerbe de fleurs. Il était important pour ces jeunes d'emporter le drapeau de la FIR avec eux.



Finances dernière échéance pour compléter l'exercice 2008

Par la présente, le trésorier Heinz Siefritz souhaite rappeler aux associations membres de verser rapidement leurs contributions pour l'année 2008.

Etant donné qu'il doit soumettre la situation financière à l'Office de régulation des Finances en début 2009, le trésorier insiste pour que les transferts de fonds se fassent

le plus rapidement possible vers le compte dont le numéro est repris ci-dessous.

En même temps, il rappelle que conformément aux statuts, seules les fédérations qui ont réglé leurs cotisations au cours de ces deux dernières années, sont en mesure de désigner des représentants au Congrès.

Imprint :

Responsable: Dr. Ulrich Schneider,
Secrétariat: Fédération internationale des Résistants (FIR), association antifasciste, Franz – Mehring - Platz 1, D- 10243 Berlin, Fon (30) 29 78 41 74, Fax (30) 29 78 41 79, E-Mail: bundesbuero@vvn-bda.de, Internet www.fir.at

La Fédération internationale des Résistants (FIR), Association antifasciste a été désignée par le Secrétariat Général de l'ONU comme "Messenger de la Paix". The Fédération est reconnue comme OGN à l'UNESCO, Paris, Comité de désarmement des Nations, Genève et au Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Compte bancaire: Postbank Berlin (BLZ 10010010), compte: **543 054 107**, Titulaire **FIR**, IBAN **DE 04 1001 0010 0543 0541 07** SWIFT-BIC: **PBNKDEFF**

Ce Bulletin est diffusé gratuitement aux associations membres et aux personnes intéressées.